CDM 1529TC 1 19/02/2025 11:12

Fédération Nationale Équipement Environnement
la cgt

1529

janvier
février
2025

Le Courrier du Militant

De l'Équipement et de l'Environnement

Une fédération unie et forte, des syndicats organisés, revendicatifs et en lutte



Revue bimestrielle de liaison, de documentation et d'information syndicale de la Fédération Nationale CGT de l'Équipement et de l'Environnement

Siège social

263, rue de Paris - Case 543 - 93515 MONTREUIL CEDEX

Téléphone : 01.55.82.88.75 - Email : fd.equipement@cgt.fr

Directeur de publication :

Ivan Candé-González

Impression :

Rivet Presse édition SARL
SIRET : 405 377 979 00019
BP 15577
24 rue Claude-Henri Gorceix
87022 Limoges Cedex 9

CPPAP : 0724 S 06937
ISSN : 1277-6459

Abonnement annuel 30€

Formez-vous parce que nous aurons besoin de votre intelligence, mettez-vous en mouvement parce que nous aurons besoin de votre enthousiasme, organisez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre force

Antonio Gramsci, L'Ordine Nuovo, 1er mai 1919

Fédération Nationale Équipement Environnement la cgt

SOMMAIRE 1529

Dossier : Conférence solidarité Palestine	**7**
Débat : De quelle écologie parle-t-on ?	**27**
Fédération : entretien avec Gauthier, hydromètre en DREAL Centre Val-de-Loire	**35**
Lecture	**43**

LA VIE OUVRIÈRE
LA REVUE DU TRAVAIL ET DES LUTTES SOCIALES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Parution de *La Vie Ouvrière* n°12 – hiver 2025
SERVICES PUBLICS : CONTRE VENTS ET MARÉES

Montreuil, le 02/01/2025

Budgets amputés, marchandisation, dénigrement des fonctionnaires… Le démantèlement organisé du secteur public met en danger la société tout entière. C'est ce que révèle la revue *La Vie Ouvrière* de janvier 2025, dans un dossier mettant en lumière leur rôle primordial dans la promotion de la démocratie.



DOSSIER

Confrontés à des restrictions budgétaires et soumis à un modèle de gestion inspiré du privé, qui confond logiques marchandes et missions de service public, les agents de la fonction publique sont à la peine. Une tendance exacerbée par des réglementations européennes qui visent à une diminution des ressources allouées, malgré les enjeux sociaux et écologiques croissants.

Les services publics, seule richesse de ceux qui n'en ont pas, jouent pourtant un rôle crucial dans notre économie. Vecteur d'attractivité pour les entreprises qui veulent s'implanter sur notre territoire, ils sont un maillon essentiel de la protection des populations, qu'il s'agisse de la répression des fraudes, des douanes ou encore de l'inspection du travail… Pour autant, la légitimité de ses agents est largement dévaluée, regrette le sociologue Willy Pelletier.

Cette descente aux enfers n'est pas une fatalité et il est encore temps de réhabiliter les services publics, notamment grâce à l'alliance de poids entre fonctionnaires et usagers. C'était même tout l'enjeu des mobilisations tenues dans toute la France, début décembre, à l'appel de la CGT, pour redonner leur place et leur rôle aux services publics.

SOMMAIRE

ÉTAT DES LIEUX. Budgets amputés, marchandisation, dénigrement des fonctionnaires… **Le démantèlement organisé du secteur public** met en danger la société tout entière.

ENTRETIEN. Co-auteur de *La Haine des fonctionnaires*, **Willy Pelletier démonte les idées reçues et les stéréotypes** qui viennent alimenter le démantèlement des services publics.

FOCUS. Sur le terrain, force est de constater **le manque de moyens qui entrave les agents de la fonction publique** pour mener à bien leurs missions de contrôle et de protection.

ENQUÊTE. Depuis sa transformation en société anonyme, **La Poste fait face à des injonctions contradictoires** : assurer des missions de service public malgré un État qui se désengage, et courir après la rentabilité pour survivre à la concurrence.

Abonnement à La Vie Ouvrière : 60€/an, soit 5€/mois (offre syndicale) ou 80€/an (offre solidaire) comprenant un numéro/trimestre, la revue en version numérique, l'accès illimité au site nvo.fr et la newsletter.
Parution : janvier 2025 – 100 pages – Numéro #12 vendu 9,50€ sur nvoboutique.fr

Contact presse : Sophie David-Marrec, chargée des relations extérieures – 01 49 88 68 50 – com.nvo@nvo.fr

La Vie Ouvrière est la revue du travail et des luttes sociales de l'entreprise de presse de la CGT. *La Vie Ouvrière* c'est également **nvo.fr**, un site d'information sociale et syndicale. L'entreprise du même nom, édite d'autre part le mensuel *La Revue pratique du droit social (RPDS)* avec **nvodroits.fr**, un site d'actualité juridique, ainsi que des guides juridiques à destination des syndiqués et des travailleurs.

GAGNONS LA BATAILLE DES IDÉES !



COMMANDEZ CE NUMÉRO DÈS MAINTENANT, OUTILLEZ VOS MILITANTS

RECOMMANDÉ PAR la cgt

LA VIE OUVRIÈRE

#12 - HIVER 2025

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à : La Vie Ouvrière
Case 600, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil cedex
commercial@nvo.fr - 01 49 88 68 50

Adresse d'expédition *(Écrire en lettres capitales, merci)*

* Champs obligatoires

Je commande la Vie Ouvrière #12

Syndicat/Société *(Si nécessaire à l'expédition)*

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom*

Prénom*

N°* Rue*

Code postal* Ville* Tél.

Fédération ou branche professionnelle

UD Courriel*

Réf.	Désignation	Prix unitaire	Qté	Montant total
00122025	LA VIE OUVRIERE #12	9,50 €		

N° chèque (à l'ordre de La Vie Ouvrière)

Banque

Nous collectons ces données afin de gérer votre commande. Nous utilisons également votre adresse électronique pour vous adresser des publicités concernant des produits analogues à ceux que vous commandez. Si vous ne souhaitez pas recevoir de telles sollicitations, cochez la case ci-dessous : ☐ Je m'oppose à ce que la Nouvelle SA La Vie Ouvrière me propose par courriel des produits analogues à ceux que j'ai déjà commandés.

code origine : ÉVÉNEMENT

ABONNEZ-VOUS !

- 4 numéros papier / an
- Versions numériques
- nvo.fr en illimité
- Newsletter

À PARTIR DE 5€ PAR MOIS
1 AN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous en ligne sur **nvoboutique.fr**

Soutenez une presse syndicale indépendante et engagée.

la cgt

Retrouvez toutes nos formules sur nvo.fr /NVO-LaNouvelleVieOuvrière La_NVO @La_NVO

PalMed FRANCE
PALESTINE MEDICALE

mardi 19 novembre 2024
13h30 à 16h30

TÉMOIGNER

Fédération Nationale Équipement Environnement
la cgt

Fédération Équipement Environnement CGT
Association Palmed (Palestine médicale)



Certains États fournissent des armes à un pays condamné par l'ONU et participent indirectement au génocide en cours à Gaza et plus largement en Palestine.
La fédération CGT de l'équipement et de l'environnement fournit des témoignages.
Pour que le silence ou l'indifférence ne conduisent pas à l'oubli, pour la paix, pour que l'humanité l'emporte.
La Commission Exécutive de la FNEE CGT organise une conférence-témoignage et débat avec l'association Palmed France.

Complexe des fédérations salle C1 RCB

Participants

- **La Direction de la FNEE CGT**
- Docteur **NIZAR BADRAN** - chirurgien urologue à Etampes (91)
- **IMANE MAARIFI** - infirmière en soins intensifs en région parisienne
- **Docteur MAMOUN ALBARQAWI** - chirurgien orthopédiste à Dijon (21)
- **Docteur KHALED BENBOUTRIF** - médecin urgentiste à Toulouse (31)

Cette conférence-débat peut être suivie à distance en se connectant par le lien suivant :
https://us02web.zoom.us/j/88333049345?pwd=EHIc0yPUmk0mBSr4wXQ9Pl3UK8mJkG.1
ID de réunion: 883 3304 9345
Code secret: 017388

PALMED FRANCE, maison des associations, 5 bis rue du Louvre 75001 PARIS
http://www.palmedeurope.fr/
palmed.asso@laposte.net
palmedfrance2008@gmail.com

Fédération Nationale Équipement Environnement
https://equipementcgt.fr/
fd.equipement@cgt.fr
01 55 82 88 75

Conférence débat avec l'association Palestine Médicale

Montreuil, 19/11/2024

Certains États fournissent des armes à un pays condamné par l'ONU et participent indirectement au génocide en cours à Gaza et plus largement en Palestine.
La fédération CGT de l'équipement et de l'environnement fournit des témoignages.
Pour que le silence ou l'indifférence ne conduisent pas à l'oubli, pour la paix, pour que l'humanité l'emporte.



Imane Maarifi - Ivan Candé-González - Nizar Badran

CDM 1529TC 8 19/02/2025 11:12

Situation sanitaire à Gaza



Dr Nizar Badran
Octobre 2024

L'histoire de la dégradation de la situation sanitaire à Gaza ne date pas du 7 octobre mais bien longtemps avant. 17 ans de siège et 76 ans d'exil.

Le nombre des morts parmi nos collègues et les équipes médicales a dépassé les 900 victimes médecins, pharmaciens, étudiants en médecine, infirmiers, cadres, ambulanciers, secouristes. C'est la suite d'une série qui a commencé il y a déjà bien longtemps. Il s'agit simplement d'un paroxysme.

Pour donner un exemple de cette continuité, je souhaite rendre hommage à nos collègues médecins palestiniens morts dans un bombardement israélien à Gaza le 16 mai 2021 :

Le Dr Ayman Abou Alouf, chef de service de gastroentérologie à l'hôpital Al Shifa, 50 ans avec toute sa famille, ses trois enfants : Tawfik 16 ans, Tala 12 ans, Rawan 11 ans.

CDM 1529TC 9 19/02/2025 11:12

Son épouse Rime 39 ans, sa mère Subhieh 68 ans, et son père le Dr Tawfik Abou Alouf 75 ans.

Le Dr Mouine El Alloul, neurologue, hôpital Al Shifa médecin interniste, chef de l'équipe COVID.

Son épouse, le Dr Raja El Alloul, psychiatre. Sa fille Shaima 20 ans étudiante en médecine dentaire.

Tous morts au milieu de la nuit dans un bombardement de la rue où ils habitaient.

Évidemment nous ne pouvons les citer un à un, morts, arrêtés, disparus. Je cite simplement le directeur de l'hôpital Alshifa Dr Mohamed Abou Selmieh arrêté et incarcéré puis libéré, car il a refusé de quitter son hôpital et laisser ses malades. Témoignages poignants de ses codétenus sur les tortures qui lui sont infligées.

Le blocus de 17 ans imposé à Gaza a déjà laminé l'offre médicale. Des entraves au bon fonctionnement sanitaire existants dans tous les domaines.

J'en cite avant le déclenchement de la guerre actuelle :

• Refus d'autorisation d'entrée pour certaines équipes étrangères, ou limiter leur nombre ; les médecins concernés interdits sont habituellement les médecins étrangers d'origine palestinienne et plus largement arabe (exemple équipe de l'hémodialyse, et les équipes de transplantation).

• Entraves à la FMC exemple : le congrès de neurologie tenu le 9 septembre 2022 à Ramallah, tous les médecins de Gaza ont été empêchés d'y participer.

• Diminution drastique du nombre de transferts des patients aux hôpitaux de la Cisjordanie, 36% en 2021, y compris les enfants. Ou enfants en bas âge autorisés mais sans les parents, comme Aïcha Al Loulou 5 ans, non accompagnée de ses parents (car parents jeunes, moins de 40 ans) hospitalisée pour tumeur cérébrale à l'hôpital Augusta Victoria à Jérusalem en avril 2019, morte seule en post opératoire. Second exemple l'histoire du jeune Asfour 15 ans, mort noyé dans la méditerranée, ayant pris un bateau de fortune à cause du refus des Israéliens de le laisser rejoindre l'Allemagne (bien qu'il avait un visa) où il devait bénéficier d'une transplantation pancréatique, organe blessé et détruit à la suite d'un bombardement israélien.

• Bombardement des structures médicales (en 2021, 24 structures dont cinq hôpitaux publics).

• Fermeture inopinée des points de passage.

• Contrôle total de l'approvisionnement en fuel et électricité, avec des graves conséquences sur le fonctionnement des services médicaux.

Depuis l'occupation israélienne en 1967 de la Cisjordanie et Gaza le système de santé déjà existant a subi des dégradations progressives et systématiques. Nous pouvons constater :

•le refus systématique des autorités israéliennes de délivrer des permis de construire de nouveaux centres de soins.

• La fusion de système de santé local avec celui d'Israël sur le plan administratif et financier.

• Les entraves dressées devant l'industrie des médicaments.

• la séparation de Jérusalem du reste de la Cisjordanie et son annexion, suivie de l'interdiction aux palestiniens d'adhérer au système de santé palestinien.

• Un démantèlement systématique dans la plupart des villes occupées, pour exemples :

A Jérusalem, la fermeture de l'hôpital des enfants malades, la fermeture du laboratoire central, de la banque de sang, du centre de lutte contre les tumeurs, de l'hôpital l'Hospice. La transformation de l'hôpital public d'Alcheikh Jarrah en un centre de police, l'hôpital Local en centre de direction du gouverneur militaire.

A Ramallah, la fermeture de l'hôpital des maladies infectieuses, la fusion des deux hôpitaux restants en un seul avec réduction de nombre de lits de 209 lits pour 115000 habitants en 1967 à 116 lits pour 140000 habitants en 1987.

CDM 1529TC 10 19/02/2025 11:12

A Naplouse, la réduction du nombre de lits de l'hôpital public et de l'hôpital Rafida.

La même politique pour Hébron, TulKarem, Jenin, Bethlehem, Beit Jala, et Jéricho.

A noter par ailleurs la dégradation des équipements des hôpitaux et des centres de santé pour femmes et enfants, la pénurie en cadre de santé, l'absence de structures de formation et de développement, le défaut de la surveillance médicale des écoliers et des travailleurs en contradiction avec les sommes prélevées pour le secteur médical.

Ces violations de droit à la santé se sont aggravées depuis les accords d'Oslo, deux facteurs supplémentaires ; le siège de la Bande de Gaza et le Mur de Séparation. Nous pouvons citer par exemple ; la multiplication des check points fixes et mobiles, l'utilisation de l'octroi des autorisations de sortie des territoires pour recruter des agents ou contre des renseignements sur des personnes recherchées.

Le mur de séparation a entrainé l'interdiction d'accès à plusieurs centres pour beaucoup de patients ; par exemple les hôpitaux Elmakassed et Almouttalah à Jérusalem qui servent principalement aux refugiés, ainsi que le centre de soins des yeux dans la même ville.

Les violations concernent aussi le personnel médical et infirmier dont le mouvement est entravé, des ambulanciers se déplaçant au risque de leur vie, des ambulances détruites.

Ces difficultés rendent encore plus important le rôle du secteur de santé dans la protection et l'aide aux civils. Le secteur privé et public participent malgré les difficultés liées à l'occupation à l'indépendance de la santé palestinienne et son développement.

Aujourd'hui cette politique israélienne est devenue visible, auparavant tous les gouvernements occidentaux détournaient le regard. Maintenant ils commencent timidement à s'en rendre compte devant la file des images de mort et de désolation quotidiennes.

Destruction de la quasi-totalité des hôpitaux, les images de l'hôpital Alshifa, Nasser…. rasés sont là. Des dispensaires et structures médicales, des ambulances.

Plus de 1000 professionnels de santé palestiniens tués.

Destruction des moyens médicaux concernant les services de radiologie, les laboratoires, de néonatalogie, de réanimation, coupure de courant électrique, et de l'eau, et plus récemment déclenchement d'une famine par le blocus hermétique. Les États-Unis couvrant ces atrocités, mettant Israël à l'abri de toute sanction.

Extrait du dernier rapport du ministère de la Santé octobre 2024 : un an de génocide (85000 tonnes d'explosifs) :

34 hôpitaux détruits sur 36

162 centres médicaux

131 ambulances détruites

986 victimes professionnel médicaux et 600 blessés (137 fin octobre)

85 victimes du service de défense civile

310 arrestations parmi les professionnels de santé 155 établissements de santé détruits

12000 blessés nécessitant des soins à l'étranger 3000 malades en attente de transferts étrangers 12500 cas de cancer abandonné

60000 femmes enceintes en danger

1.737000 enfants atteints de maladies contagieuses 71000 hépatite virale

350000 maladies chroniques sans suivi 36 enfants morts de dénutrition

28 nouveaux nés morts de déshydratation et malnutrition et famine

Mais la résistance médicale est là :

253% taux d'occupation des lits, 12459 opération faites ,100445 services de secours ,1 million 362 consultations

1 million 164000 cas maladie contagieuse pris en charge

CDM 1529TC 11 19/02/2025 11:12

Réhabilitation des services médicaux, blocs opératoires, hémodialyse….

Missions médicales de l'étranger

Mise en place des nombreux points médicaux et hôpitaux de campagne Campagne de vaccination des enfants

Centres d'accueil pour enfants pour une prise en charge psychologique Ecoles de fortune avec des enseignants bénévoles

Multiplication des associations locales d'aide alimentaire et de fournitures des tentes

Plus de 43000 morts par les bombardements dont les trois quarts sont des femmes et des enfants. Et des milliers sous les décombres. Les corps sans vie jonchent les rues et dans les cours des hôpitaux détruits, dévorés par les chiens.

Déplacement multiple des populations Fermeture du point de passage avec l'Égypte

En plus des morts visibles officiels nous en avons deux autres catégories plus pernicieuses, mais qui commencent timidement à être remarquées (voir rapport de l'OMS) :

- Les patients chroniques, cancer, diabète, HTA, insuffisance rénale
- Les nouvelles pathologies suscitées par la guerre concernent principalement les enfants comme les infections cutanées, respiratoires, diarrhées, malnutrition. Absence de suivi des femmes enceintes entrainant des avortements

Exemple des maladies chroniques : à Gaza 350000 patients sont suivis pour maladie chronique, dont 52000 cas de diabète, 45000 cas d'asthme et 1200 malades en hémodialyse.

Note émanant du service de néphrologie à Nasser sur la situation en à Gaza (le 17 février) :

[Six hôpitaux ont une activité de néphrologie à Gaza, 5 pour adultes et 1 pour enfants, mis hors d'usage :

Hôpital Najar, Hôpital Nasser Hôpital Aqsa Hôpital Al Shifa Hôpital Indonésien Hôpital Rantissi (Pédiatrie)

1200 patients insuffisants rénaux traités par hémodialyse dans ces différents Hôpitaux. Al Shifa, le plus grand, Indonésien ont été impactés par leur occupation par l'armée Israélienne. 120 patients sont décédés.

Le traitement n'est plus assuré de façon régulière aux patients pour plusieurs raisons :

- Manque d'eau,
- Coupure d'électricité par manque de panneaux solaires pour faire fonctionner les machines de dialyse
- Manque de consommables (filtres et circuits sang).
- Difficultés de déplacement des patients dues aux bombardements et aux barrages de l'armée.

Ces difficultés ont entrainé une diminution du nombre de séances par semaine pour chaque patient, à 1 ou 2 séances au lieu de 3. Ainsi que la diminution de la durée de séance à 2 heures au lieu de 4 heures. Ce mode de dialyse (dit de survie), quand elle peut être réalisée, expose les patients à des complications graves entrainant parfois le décès.

Depuis le 16 février la situation s'est aggravée par l'occupation de l'Hôpital Nasser, l'arrestation du personnel médical, la coupure d'eau et d'électricité alimentant 3 étages de traitement par dialyse qui ne pourra plus prendre les centaines de patients traités au sein de l'Hôpital].

Les enfants payent le tribut le plus élevé :

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), au 23 avril 625 000 élèves n'avaient pas accès à l'éducation à Gaza et plus de 6 417 élèves et 296 membres du personnel éducatif avaient été tués. En outre, 73% des bâtiments scolaires ont été directement touchés ou endommagés, et 60% (320 sur 563) des bâtiments scolaires sont utilisés comme abris pour les personnes déplacées, dont 65% ont été directement touchés ou endommagés.

CDM 1529TC 12 19/02/2025 11:12

1 million d'enfants ont besoin de soins de santé mentale.

On estime qu'un million d'enfants à Gaza ont besoin d'un soutien psychosocial et de santé mentale. Quelque 17 000 enfants sont actuellement non accompagnés ou séparés, ce qui les expose à des risques accrus de violence et d'abus.

L'instabilité et l'insécurité affectent des familles entières, pesant particulièrement sur les parents qui ont déjà du mal à se procurer de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. Pour les enfants, la perte de leur maison, de leur école et de leurs amis les a privés des piliers fondamentaux de la stabilité et de la sécurité, les laissant proches de l'effondrement psychologique.

La malnutrition parmi les enfants a atteint les critères de la famine définis par la classification de la sécurité alimentaire (Ipc) d'octobre 2016 des nations unies défini comme :

L'état de famine est déclaré lorsqu'au moins 20% des familles sont confrontées à des pénuries alimentaires extrêmes, que plus d'un tiers des personnes souffrent de malnutrition aiguë et que le taux de mortalité dépasse deux personnes par jour pour 10 000 personnes.

Et aussi par la définition de la famine par les nations unies en 2021 : La famine est un état de pénurie alimentaire grave, dans lequel toute, ou une grande partie de la population d'un pays donné n'a plus accès à la nourriture sur une période longue et qui conduit à la mort des populations concernées.

Les nouvelles maladies générées par la guerre et l'absence ou le retard à la vaccination la sous alimentation chroniques

En intégrant les morts dues à ces maladies nouvelles, la famine grimpantes, et les complications des maladies chroniques, il est probablement nécessaire de multiplier par 3 le nombre des morts officiels. Le nombre des morts par maladie augmente de façon exponentielle, 85000 décès prévus dans les 6 prochains mois, partout dans le monde les morts par les maladies et la faim dues aux guerres est de loin supérieur à ceux par la guerre elle-même. (Pour plus d'informations Voir dossier MSF).

Notre association PalMed Europe qui était à l'origine de la création d'une unité de transplantation rénale à Gaza à l'initiative du chef de service de transplantation d'organe à Liverpool, ainsi que le développement des centres d'hémodialyse –détruit depuis– continue son travail malgré tout.

Nous avons mis en place 10 points médicaux de soins primaires au service des déplacés dans la région de Rafah et ensuite à Almwassi, avec leurs équipes médicales et paramédicales, ainsi que de centres dédiés aux femmes et enfants, et autres pour les soins post opératoires.

Le but est de soulager et soutenir les hôpitaux encore fonctionnels.

Nous projetons d'acquérir des ambulances équipées comme unités médicales mobiles (une est déjà achetée).

Nous travaillons en coordination avec l'OMS et des ONG,

Récemment nous avons envoyé via l'OMS et MSF l'équivalent de 200.000 euros des produits pharmaceutiques. Et pour 32000 euros du lait médical pour prématurés ou bébés dénutris Nous proposons aussi de mettre en place un petit hôpital de campagne avec deux salles opératoires, en association avec d'autres partenaires.

Nous avons répondu à la proposition du président de la République de recevoir 50 enfants blessés de Gaza et nous mettons notre expérience et connaissance du terrain pour aider à les faire venir.

Nous envoyons depuis quatre mois des missions de 15 à 20 médecins et infirmiers, tous les quinze jours, avec équipement et médicaments, pour assurer une présence médicale permanente et soulager nos collègues Palestiniens sur place.

Mais aussi nous espérons participer aux efforts de reconstruction après la fin de la guerre et reprendre notre politique classique d'aider, former sur place et en Europe et bien sûr

continuer à témoigner.

Nous attendons de la France son soutien et d'abandonner la politique de deux poids deux mesures actuellement pratiquée.

Nous croyons que les peuples du sud et du nord de la Méditerranée ont le même avenir.

Ne pas écouter les 400 millions d'habitants de pays arabes, sur un territoire de 13 millions de Km2, même empêchés d'exprimer leur soutien par des pouvoirs condamnés à disparaître, et noyés par ces mêmes pouvoirs dans des guerres sans fin, nuit à cet avenir commun que nous, médecins euro-palestiniens, considérons comme impératif.

Annexe :
Rapport de l'OMS 22 Jan 2024
Résumé

La bande de Gaza connaît une crise humanitaire sans précédent en raison d'un conflit qui s'est accéléré rapidement et qui a entraîné de hauts niveaux de mortalité et de morbidité, de nombreux Déplacements, une dégradation importante du système de santé et de graves perturbations des Infrastructures de santé publique et d'autres infrastructures vitales. Du 7 octobre 2023 au 10 janvier 2024, les autorités sanitaires du territoire palestinien occupé ont fait état de 23 540 morts. 70 % des victimes étaient des femmes et des enfants.

La dégradation importante du système de santé dans la bande de Gaza est due, entre autres, à des bombardements intensifs, à des destructions généralisées, à l'augmentation des besoins sanitaires, à des restrictions à l'entrée de carburant, de marchandises, de fournitures médicales et de personnel médical,
Ainsi qu'à des restrictions marquées des déplacements des patients, y compris des blessés.
Les établissements de santé ne fonctionnent pas de manière optimale et prennent en charge les patients bien
Au-delà de leurs capacités, car les effectifs de personnel sont réduits, et seuls les services d'urgence et les services vitaux sont donc assurés en priorité.

Des attaques visant les services de santé ont été enregistrées dans le territoire palestinien occupé. Depuis que l'OMS a mis en place son système de surveillance de ces attaques dans le territoire en 2018, et celles-ci ont atteint une ampleur et une gravité sans précédent depuis octobre 2023. Du 7 octobre 2023 au
10 janvier 2024, l'OMS a recensé 304 événements dans la bande de Gaza, touchant 94 établissements de santé et 79 ambulances. Les attaques, dont la plupart (77 %) impliquaient l'usage de la force, ont fait 606 morts et 774 blessés. En Cisjordanie, 286 attaques visant les services de santé ont perturbé la prestation des soins et l'approvisionnement en médicaments et en équipements essentiels, ont bloqué des hôpitaux et ont empêché l'accès des ambulances

La santé et le bien-être de la population continueront de se dégrader en raison du manque de nourriture, d'abris, de sécurité, d'eau potable, de moyens d'assainissement et d'accès aux soins, et des conditions hivernales. La sécurité alimentaire reste une grande préoccupation pour la santé, car l'ensemble de la population de la bande de Gaza est classée à la phase 3 ou supérieure (crise ou

CDM 1529TC 14 19/02/2025 11:12

pire) dans le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Au moins un ménage sur quatre (plus de 500 000 personnes) est confronté à des conditions catastrophiques (phase 5) et environ 50
% de la population (1,17 million de personnes) est en état d'urgence (phase 4).
Les ménages confrontés à des situations catastrophiques et d'urgence (phases 5 et 4) manquent cruellement de nourriture, connaissent la famine et ont épuisé leurs capacités d'adaptation. La vulnérabilité nutritionnelle accrue des enfants, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes âgées est particulièrement préoccupante.

Le déplacement massif et continu de 1,9 million de personnes en raison de l'insécurité et de la destruction des infrastructures civiles et des logements a entraîné une grave surpopulation dans les abris dépourvus d'approvisionnement en eau et de moyens d'assainissement, ce qui augmente considérablement le risque d'épidémies de maladies infectieuses.
La charge des infections respiratoires aiguës, des maladies diarrhéiques et des infections cutanées est particulièrement lourde, l'incidence étant élevée et constante semaine après semaine. En outre, d'autres indices d'épidémies d'ictère aigu, de méningite, d'oreillons et de varicelle affectant la population de la bande de Gaza ont fait l'objet d'une surveillance.
Le nombre de cas de maladies diarrhéiques signalées chez les enfants de moins de cinq ans au cours des trois derniers mois de 2023 était environ 25 fois plus élevé qu'à la même période en 2022 (80 532 cas contre 3101 cas). La surveillance des maladies est entravée par la grave dégradation des capacités des laboratoires. Au 10 janvier 2024, aucune mesure de santé publique significative pour la lutte contre les maladies n'a pu être mise en œuvre en raison des contraintes d'accès et du manque de fournitures entrant dans la bande de Gaza. Par conséquent, il sera impossible d'atténuer la transmission des bactéries, des virus, des champignons et des parasites pathogènes, y compris de nombreux organismes infectieux dont on sait qu'ils se transmettent dans des lieux collectifs, causant une morbidité et une mortalité graves, et que la surveillance syndromique à elle seule ne permet pas de repérer.

Environ 350 000 personnes sont atteintes de maladies chroniques dans la bande de Gaza. Les pénuries de médicaments essentiels et les fermetures d'établissements de santé empêchent de plus en plus les 52 000 personnes atteintes de diabète, les 45 000 atteintes d'asthme, les 45 000 atteintes de maladies cardiovasculaires et les 225 000 atteintes d'hypertension de bénéficier de soins.
Plus de 540 000 femmes en âge de procréer résident dans la bande de Gaza et on estime que plus de 5000 accouchements ont lieu chaque mois. Un quart des femmes enceintes sont exposées à des risques en raison d'obstacles à l'accès aux césariennes (700 par mois avant la crise, selon le ministère de la Santé de Gaza) et aux soins obstétricaux et néonatals pour les accouchements prématurés (20 %)

Les appareils d'hémodialyse sont situés au nord de Wadi Gaza, ce qui limite considérablement l'accès à la dialyse pour les 1100 patients qui en ont besoin pour survivre.

Environ 2000 patients avaient été orientés chaque mois vers des services de santé en dehors de la bande de Gaza, car les services n'étaient pas disponibles localement, jusqu'à ce que la délivrance

des permis nécessaires ait été suspendue le 7 octobre 2023. Les patients atteints de cancer constituent le groupe le plus important dont les besoins ne sont pas satisfaits, en raison du manque de moyens de radiothérapie et de traitement systémique. Cette situation est exacerbée par la fermeture de l'unique centre de cancérologie de la bande de Gaza en raison de l'insécurité et des bombardements, ce qui a eu des répercussions pour environ 1500 patients atteints de cancer pour aller en Cisjordanie, seuls les patients atteints de cancer et ceux qui souffrent d'une maladie engageant le pronostic vital peuvent demander un permis médical, tandis que le nombre d'accompagnateurs autorisés est passé de deux à un par patient.

Recommandations OMS

a. Mettre en œuvre un cessez-le-feu humanitaire immédiat et durable de toutes les parties, afin d'éviter que le nombre de blessés et de morts augmente.

b. Assurer un accès humanitaire immédiat et sans entrave à la bande de Gaza, afin de permettre l'entrée de médicaments essentiels, de fournitures médicales, de carburant, d'eau, de moyens d'assainissement et d'autres ressources, ainsi que l'entrée du personnel médical et la sortie des patients et des blessés pour réduire les risques pour la santé publique, la morbidité secondaire et la mortalité, ainsi que la pression sur les hôpitaux à l'intérieur de la bande de Gaza.

c. Veiller au respect du droit international humanitaire afin de sauvegarder les droits et d'assurer la protection des malades et des blessés, du personnel médical, des établissements médicaux et des moyens de transport médical.

d. Protéger le système de santé en permettant aux hôpitaux, aux centres de soins de santé primaires et aux laboratoires de recommencer à fonctionner totalement, en mettant en œuvre des mesures de santé publique, en assurant une surveillance des maladies et une riposte globale et en mettant en place tous les autres principaux moyens de soutien.

e. Rétablir l'accès aux soins et aux services de santé. Soutenir et élargir l'accès aux soins de santé grâce à une aide humanitaire coordonnée et prioritaire.

f. S'attaquer aux conditions qui favorisent les épidémies grâce à une aide humanitaire multisectorielle coordonnée afin d'assurer la sécurité, un accès adéquat à la nourriture, à l'eau potable, aux moyens d'assainissement et à des abris.

g. Veiller à ce que les ressources soient allouées de manière adéquate pour soutenir les interventions sanitaires à visée humanitaire et l'ensemble du secteur de la santé sur tout le territoire palestinien occupé, ainsi que pour le relèvement et la reconstruction.

Texte complet du rapport :

Organisation mondiale de la Santé

CONSEIL EXÉCUTIF
Cent cinquante-quatrième session
Point 14 de l'ordre du jour provisoire

EB154/51
22 janvier 2024

Gaza
Défis et difficultés pour les équipes médicales

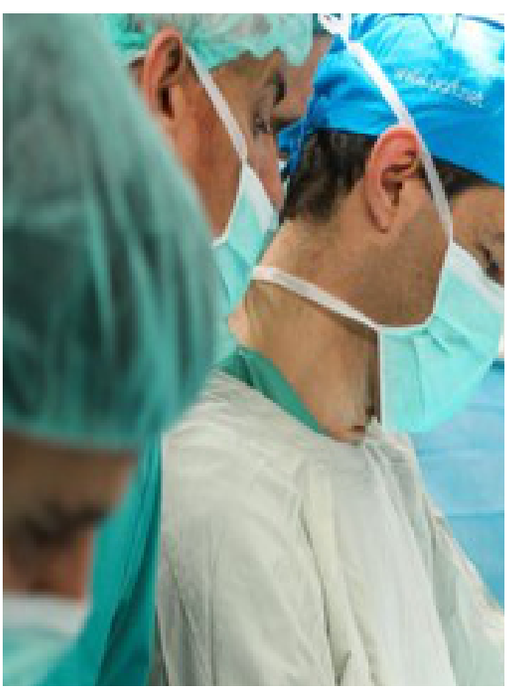


La situation humanitaire à Gaza présente des défis considérables pour les équipes sur le terrain. Ces professionnels dévoués font face à une multitude d'obstacles dans leur mission d'apporter de l'aide et du soutien à une population vulnérable. Cette présentation explore les principales difficultés rencontrées par les travailleurs humanitaires à Gaza, allant des conflits armés et de l'insécurité aux restrictions de mouvement, en passant par les infrastructures fragiles et les problèmes de santé mentale.

Comprendre ces défis est crucial pour améliorer l'efficacité de l'aide humanitaire dans cette région complexe et volatile.

Rappel de la situation

La guerre à Gaza dure depuis plus d'un an avec un blocus appliqué à toute la bande depuis 17 ans par air, mer et terre.
Cette guerre a montré à l'échelle mondiale la cruauté et les atrocités commises par l'armée d'occupation vis-à-vis de la population civile, vis-à-vis des enfants, vis-à-vis des professionnels de la santé, vis-à-vis des hôpitaux cliniques et des centres de soins, vis-à-vis de la défense civile, c'est-à-dire les pompiers et les secours. le Croissant-Rouge palestinien est également ciblé.



ONG actives sur le terrain

Il s'agit des Nations unies l'OMS WHO Unicef ou la Croix-Rouge internationale Médecins sans frontières Médecins du monde Caritas et des dizaines d'autres O.N.G. et associations Comme Palmed France Europe, Rahma World Wide, PAB, PAMA, RCPF, Caravane Solidaire….

Pour les volontaires

Tout volontaire doit déposer un dossier auprès de l'ONG qui après étude le renvoie aux autorités Onusiennes pour une coordination.
Les délais parfois sont très long.
Après cela viennent les préparatifs et le voyage avec souvent des transites en fonction de l'accessibilité il y a le côté Égypte et le côté Jordanie.
La première contrainte c'est les restrictions sur de nombreux produits, sur l'argent, sur les médicaments, sur nos affaires personnelles et même sur la nourriture.





Conflits armés et insécurité

Le personnel médical travaille souvent dans un contexte d'hostilités et de bombardements. Cette insécurité complique la tâche de fournir des soins, car les hôpitaux et les ambulances sont des cibles préférées.

Blocus et restrictions

Le blocus de Gaza impose de sévères restrictions sur l'entrée de médicaments, de fournitures médicales essentielles. Cela entraîne des pénuries de médicaments, d'équipements, de fioul et de pièces de rechange pour les machines médicales.

Infrastructure médicale fragile

Les installations médicales sont souvent sous-équipées et surchargées. Les dommages aux infrastructures dus aux conflits exacerbent ces problèmes, limitant encore la capacité d'une réponse médicale suffisante.

Manque de formation et de soutien

Le personnel médical et paramédical palestinien relève d'un grand professionnalisme et savoir-faire.
En raison des déplacements forcés, des emprisonnements, des enlèvements et des assassinats de beaucoup de médecins et de soignants, les hôpitaux se retrouvent avec un personnel volontaire jeune, moins qualifié et moins formé.
En raison des restrictions de déplacement, les professionnels de santé ont un accès limité à la formation continue et aux échanges avec leurs pairs à l'étranger. Cela peut entraver le développement professionnel et le soutien moral.

Aux urgences

Structures : locaux eau électricité climatisation mobilier équipement
Organisation : peu de lignes par défaut de moyens
Les moyens
Le personnel
Les examens complémentaires
L'orientation des patients
La gestion des flux
La gestion des accompagnants
L'insécurité

Santé mentale

Travailler dans un environnement de conflit constant a un impact sur la santé mentale des travailleurs de la santé, qui doivent gérer non seulement leur propre stress et leurs traumatismes, mais aussi ceux de leurs patients.
Malgré ces défis, le personnel médical de Gaza démontre un courage et un dévouement remarquables pour fournir des soins dans des circonstances extrêmement difficiles.

CDM 1529TC 18 19/02/2025 11:12

Présentation de l'association PalMed France

PalMed France est une ONG française créée en 2008, composée de médecins et de soignants œuvrant principalement en Palestine.

Déclarée à la préfecture de Paris

Partenaire de l'APHP et de l'OMS

Inscrite au registre de transparence du Parlement Européen

PalMed FRANCE
PALESTINE MEDICALE

Objet social de l'association

- Soutenir les médecins palestiniens, apporter une aide matérielle et des compétences aux structures hospitalières palestiniennes
- Développer les compétences techniques paramédicales et médicales en Palestine pour répondre aux besoins de la population.
- Créer des liens et des échanges entre les institutions hospitalières et académiques palestiniennes et européennes.

PalMed France, sans cesse en action depuis sa création

- Envoi de médecins et soignants en Palestine et notamment à Gaza afin d'apporter des soins aux blessés de guerre et/ou aux malades chroniques
- Envoi de médicaments et de matériel médical
- Formation des cadres de santé palestiniens notamment sur les dernières avancées technologiques en matière de médecine
- Accompagnement des étudiants en médecine vers l'obtention de leur diplôme
- Création et entretien d'un centre de chirurgie urologique à Jenin et une unité spécialisée dans les camps de réfugiés au Liban entre 2011 et 2014
- Mise en place d'une banque de sang à l'hôpital pédiatrique de Gaza en 2011
- Campagne de dépistage du cancer du sein à Gaza en 2019
- En 2010, 2013 et 2015, organisation de l'accueil en France et en Europe d'enfants blessés de Gaza
- Depuis 2011, réalisation de formations en France destinées aux médecins chirurgiens et anesthésistes.
- De 2014 à 2020 : Rencontre annuelle de médecins français dans le cadre de la journée « Palestino Française médico-chirurgicale » (JPFMC) en partenariat avec la faculté de médecine Paris-Descartes



CDM 1529TC 20 19/02/2025 11:12

Les actions depuis le mois d'octobre 2023

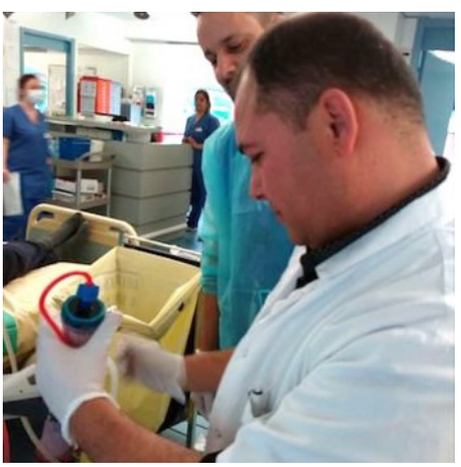
- Envoi d'une cinquantaine de médecins et de soignants à Gaza dont une vingtaine de soignants français qui se relayent sur place afin d'assurer une continuité des soins en partenariat avec d'autres ONG internationales et l'OMS
- Envoi de plusieurs tonnes de médicaments et de matériel médical
- Ouverture de 14 centres médicaux mobiles à Gaza, dont le matériel et les médicaments nécessitent un renouvellement constant
- Recrutement d'une vingtaine de soignants palestiniens à Gaza
- Participation à la reconstruction du système de santé palestinien à travers la réalisation de travaux importants à l'hôpital Européen, qui a permis sa réouverture et la reprise des soins depuis le 25 août 2024
- Mise en place d'un projet de sécurité alimentaire en faveur des nourrissons et des enfants en bas âge (dans les camps de réfugiés de Khan Younès)
- Organisation d'une campagne de vaccination contre la poliomyélite à Gaza
- Mise en place de formations de sauveteurs secouristes au sein des centres médicaux mobiles
- Formation des médecins et soignants français à la médecine de guerre et de catastrophe à Paris en novembre 2023 et avril 2024

PalMed envisage d'intervenir:

- Dans des missions de prise en charge de la pathologie psychiatrique chez les enfants notamment à Gaza, tous profondément traumatisés par la guerre. (cf. dernier rapport de l'UNICEF du 2 février 2024)







vidéos

Distribution de lait à Gaza

Centres médicaux PalMed

Formation sauveteurs

Travaux hôpital européen

Vaccination polio

PalMed France

Appel aux dons

PalMed vous sollicite pour un projet d'urgence et d'une importance vitale:

La construction d'un hôpital de campagne à Gaza (avec 2 blocs opératoires)

afin d'assurer la prise en charge et le suivi complet des blessés de guerre, et des malades chroniques.

Faire un don --->

CDM 1529TC 22 19/02/2025 11:12

Conférence témoignages

Vidéos

introduction



Ivan Candé-González



Dr Nizar Badran

CDM 1529TC 23 19/02/2025 11:12

témoignages



Imane Maarifi



Dr Khaled Benboutrif



Dr Mohamed I. Abu Nada - Gaza



Dr Ahmed Youssef Abou Nada - Gaza

CDM 1529TC 24 19/02/2025 11:12

Débat



Michaël Roux SNPTRI CGT



Gaëtan Silene SNPTRI CGT



Barbara Roussaud SNPTRI CGT



Samir Khazaz CGT IGN



Fabrice Massoulié SNPTAS CGT



Benjamin Briant CGT IGN

CDM 1529TC 25 19/02/2025 11:12

Les suites… Appel du SNM-CGT à l'arrêt des partenariats UE-Israël

Depuis plus d'un an, l'armée israélienne bombarde massivement la bande de Gaza, faisant plus de 43 000 victimes (majoritairement civiles, dont plus de 16 000 enfants) et des centaines de milliers de blessé·e·s. La situation en Cisjordanie est extrêmement préoccupante, avec plus de 700 morts et une accélération de la colonisation. Depuis début septembre, la guerre s'est étendue au Liban, où les bombardements massifs sur tout le pays ont causé plus de 3 000 morts et forcé le déplacement de 2 millions de personnes.

Malgré ce contexte, l'État d'Israël est plus que jamais intégré aux partenariats avec l'Union Européenne, y compris en matière de services météorologiques. C'est dans ce cadre que l'agence météorologique israélienne (IMS) bénéficie d'un accès au supercalculateur du Centre Européen de Prévisions Météorologiques de Moyenne Échéance (ECMWF) en plus des services fournis aux autres membres coopérants (prévisions, accès aux archives, collaborations scientifiques). L'IMS est aussi le seul membre coopérant non européen de plusieurs programmes rattachés au réseau EUMETNET (Meteo-Alarm, EMETCAL et OPERA).

La recherche israélienne, notamment météorologique, est, elle aussi, largement financée par l'Union Européenne. Israël a été le quinzième plus gros bénéficiaire du programme Horizon 2020, à hauteur de 3,25 milliards d'euros, devant des pays membres tels que le Portugal ou la Pologne. Plusieurs des projets financés ont directement bénéficié à l'industrie de guerre israélienne (IBM Israel Ltd. ou Sightech Ldt.) et donc ont contribué aux massacres en cours. En 2024, le Conseil Européen de la Recherche (ERC) a délivré 30 bourses ERC à des scientifiques travaillant dans des universités israéliennes, en faisant le cinquième pays bénéficiaire.

C'est pourquoi, en tant que service météorologique européen et centre de recherche international, nous demandons l'arrêt de toutes les collaborations institutionnelles et académiques avec Israël. Le boycott des institutions israéliennes est un moyen efficace pour faire pression sur le gouvernement israélien afin que le droit international soit enfin respecté. Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'appel européen à la suspension de l'accord d'association UE-Israël[1] qui assure une coopération économique, institutionnelle, scientifique et académique de l'Union Européenne avec l'État d'Israël. Ainsi, nous demandons :

- La suspension du statut de membre coopérant (co-operating member) de l'État d'Israël des organisations EUMETNET et ECMWF.
- La suspension des partenariats de Météo-France et ses filiales et des collaborations scientifiques avec les universités et laboratoires israéliens.
- La suspension de la participation d'Israël à Horizon Europe et la suspension de tout financement européen.

Par ailleurs, nous souscrivons pleinement aux exigences confédérales de cessez-le-feu immédiat, de libération de l'ensemble des otages et prisonniers, ainsi que de fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid en Palestine menées par l'État d'Israël. Nous demandons l'application du droit international et réclamons une paix juste et durable entre Palestinien·ne·s et Israélien·ne·s.

En tant que représentants syndicaux d'un service météorologique européen, nous nous engageons à faire connaître cet appel à nos homologues des États membres de l'UE et d'ECMWF.

[1] https://www.eccpalestine.org/european-call-suspend-the-eu-israel-association-agreement/



CDM 1529TC 27 19/02/2025 11:12

De quelle écologie parle-t-on ?

Jean Claude Boual

Ces dernières semaines ont eu lieu plusieurs évènements nationaux, européens ou mondiaux touchant à l'écologie, aux transitions écologique, climatique ou à la protection de la biodiversité qui, en terme de communication, laissent entendre que les institutions et les gouvernements se préoccupent du sujet et font tout pour éviter les catastrophes annoncées. Qu'en est-il en réalité ?

Les évènements dans l'ordre chronologique depuis fin octobre :

- le « Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau 2024 » intitulé « Pour la prospérité et la paix » de l'UNESCO publié le 17 octobre ;
- la COP 16 sur la biodiversité à Cali en Colombie du du 21 octobre au 1er novembre ;
- la 3ème programmation de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) du gouvernement de la France publiée le 4 novembre et qui fait l'objet d'une consultation publique jusqu'au 15 décembre ;
- la 3ème programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) également publiée le 4 novembre

CDM 1529TC 28 19/02/2025 11:12

par le gouvernement français et qui fait aussi l'objet d'une consultation publique jusqu'au 15 décembre ;

- la COP 29 sur le climat à Bakou en Azerbaïdjan du 11 au 22 novembre ;
- les discussions au Parlement européen (PE) sur la « révision » d'une directive portant sur la déforestation avec des propositions de la droite (PPE) et l'extrême droite (ERC) majoritaires ensemble pour réduire la portée de cette loi, pourtant adoptée récemment. Cet épisode se situe dans une phase de détricotage du «Pacte vert européen », pourtant bien modeste, depuis qu'Emmanuel Macron au printemps s'est prononcé au Conseil européen pour une réduction des normes environnementales ;
- l'élection de Donald Trump aux USA le 5 novembre qui a fait sa campagne électorale notamment sur le slogan « forez, forez » et l'accentuation du productivisme capitaliste tout en développant un climato-scepticisme radical militant. « *L'Amérique a la chance de posséder de vastes quantités d'or liquide et d'autres minéraux et ressources précieux, juste sous nos pieds. Nous allons forer, forer, forer, développer toutes les formes de production d'énergie. En utilisant intelligemment nos incroyables atouts nationaux, nous préserverons et protégerons nos plus beaux endroits et réduirons nos déficits et notre dette* » a t-il déclaré lors de sa campagne.
- la cinquième et dernière session de négociation visant à signer un traité international (175 pays sont représentés) juridiquement contraignant pour réduire la pollution plastique du 25 novembre au 1er décembre qui s'est conclu par un échec.

Tous ces évènements sont abondamment commentés dans la presse avec des points de vue différents voire divergents. Les COP, comme les Plans du gouvernement, sont commentés plutôt comme positifs, même si la modestie des dispositions adoptées ou envisagées est mise en avant, l'élection de D. Trump et les débats au PE le sont négativement, comme une remise en cause des adaptations à entreprendre pour une transition énergétique, climatique ou pour défendre la biodiversité. Mais est-ce aussi contradictoire qu'apparemment au regard de la réalité ?

Malgré tous les rapports du GIEC alertant sur l'urgence de prendre des dispositions pour réduire les émissions des gaz à effet de serre afin de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à plus 1,5° celcius par rapport au début de l'ère industrielle, les rejets de C02 ne cessent de croître ; chaque année bat le record de l'année précédente. L'objectif fixé à la COP21 de Paris de ne pas dépasser l'augmentation de plus de 1,5° à la fin du siècle est caduque : les 1,3°C de hausse viennent d'être atteints cette année, la limite de 1,5°C devrait être franchie dès 2030 selon le dernier rapport du GIEC, l'objectif de 2° est maintenant hors d'atteinte et les prévisions les plus optimistes (qui sont toujours en deçà de la réalité) sont plutôt 3 voire 4°C et 5 ou 6 pour la France qui se réchauffe plus vite que la moyenne. Les conséquences sont l'augmentation de la fréquence et de la violence des inondations partout dans le monde, des sécheresses plus nombreuses, plus longues, avec des incendies toujours plus nombreux et violents, l'accentuation de l'érosion des sols, la raréfaction des ressources en eau utilisable…

Par ailleurs, il est illusoire de croire que la technologie ou le retour à des températures préindustrielles après stabilisation reviendrait à retrouver les conditions climatique, géologique ou de biodiversité d'avant le réchauffement, comme le laisse entendre certains scientifiques et politiques (la notion d' « *overshoot* » soit « dépassement et retour »). La hausse de la mortalité due aux vagues de chaleur, la disparition d'espèces vivantes, les pertes économiques, la disparition des glaciers, la fonte du pergélisol, la fonte voire la disparition des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, la destruction des tourbières, le dépérissement de la forêt amazonienne,

CDM 1529TC 29 19/02/2025 11:12

l'élévation du niveau des mers, des pollutions sur des temps longs ou très longs (le chlordécone, les « polluants éternels ») et leurs conséquences se poursuivraient sur plusieurs siècles ou plusieurs millénaires pour certains, comme l'élévation du niveau des mers, voire seraient définitives comme l'extinction d'espèces vivantes.

Une politique de substitution loin des bifurcations indispensables

Deux approches caractérisent ces problèmes aux plans scientifique et surtout institutionnel, à tous les échelons, notamment aux niveaux mondial et national. Ces deux approches sont des choix politiques de facilité permettant de donner le change en prétendant traiter les questions auxquelles nos sociétés sont confrontées en raison de la nature même du système économique capitaliste mondial, alors qu'il s'agit de le faire perdurer autant que possible.

Une approche sectorielle, le climat, la biodiversité, les mers, l'eau douce, les forêts, les pollutions de façon diversifiée de plus (le plastique, les pollutions chimiques…), alors que toutes ces questions sont liées entre elles. Cette approche induit (et incite à) la mise en œuvre de politiques elles même sectorielles avec un focus sur le secteur qui paraît le plus facile à résoudre compte tenu des technologies et des savoirs. Le choix de se focaliser sur le climat, les rejets de gaz à effet de serre et sur l'énergie est significatif de cette pratique. Il apparaît plus aisé de remplacer les énergies fossiles par des énergies dites « renouvelables » rapidement rentables grâce aux subventions publiques. C'est plus compliqué sur la biodiversité, un écosystème ne se programme pas et une fois détruit est quasiment impossible à reconstituer. Les politiques dites de « compensation » sont une foutaise de « greenwashing » pour poursuivre les politiques de prédation.

Une approche de substitution, présentée comme des transitions vers une économie non polluante, vertueuse du point de vue de l'écologie, du climat et de la biodiversité. Deux exemples permettent de saisir cette approche. L'énergie et le climat et les pesticides (les intrants) en agriculture et la biodiversité.

Sur l'énergie et le climat pour atteindre la neutralité carbone en 2050 il faut diminuer l'utilisation des énergies fossiles et les remplacer par (leur substituer) des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque principalement). Dans les faits, les deux types d'énergies s'additionnent et la consommation augmente au niveau mondial. Les entreprises pétrolières envisagent une augmentation de leur production pour satisfaire la demande au moins jusqu'en 2040, très loin de la neutralité carbone envisagée. Pour parvenir à cette neutralité dans le secteur des transports, la voiture électrique doit se substituer à la voiture thermique, ou plutôt la substitution doit se faire au niveau des moteurs, sans changer fondamentalement les usages ni les modes de productions, qui demandent de continuer à extraire toujours plus de matériaux dont certains se font rares jusqu'à envisager d'exploiter les fonds marins y compris en grande profondeur[1]. Dans les faits, on substitue une pollution par une autre espérant gagner du temps face aux conséquences des dérèglements climatiques. Les mesures mises en œuvre sont toujours celles qui apparaissent le plus facile techniquement et les plus rapidement rentables pour le capital. Or, les conséquences des dérèglements climatiques et des pollutions diverses et cumulées exigent de considérables investissements dans des domaines non rentables à court terme pour le capital : services publics, santé, école , recherche, préservation du vivant, aménagement des villes et des territoires etc., etc.

Les instances internationales, européennes ou nationales fixent des objectifs « ambitieux » à horizon de plusieurs dizaine d'années (ne pas dépasser 2°C et si possible 1,5° en 2100 ou la

[1] La Norvège

CDM 1529TC 30 19/02/2025 11:12

neutralité carbone en 2050) avec des étapes intermédiaires sans jamais les atteindre. Tous les ans les records de rejets de gaz à effet de serre et notamment de C02 sont battus. Et l'on continue comme avant « *business as usual* ».

Pour les pesticides, notamment le glyphosate dans l'agriculture, la situation est encore plus caricaturale. La saga du renouvellement de son autorisation pour dix ans par la Commission européenne est un modèle d'hypocrisie des institution publiques et de la puissance et la victoire des lobbies de l'industrie chimique et de l'agriculture productiviste. Certes, le glyphosate est classé probable cancérigène par l'Organisation mondial de la santé (OMS), détruit le vivant partout où il est étendu, les abeilles en savent quelque chose, mais comme il n'y a pas de **produit de substitution** aussi efficace, il est à nouveau autorisé. Bref on continue comme avant, avant de trouver un autre polluant de substitution au glyphosate !

Et le système capitaliste dans tout ça ?

Il ne faut pas trop en parler, bien que se soit peut-être le fond de la question. Qui d'un tant soit peu sérieux (c'est à dire les économistes mainstream, les journalistes de complaisance, sociologues de même facture, etc.) peut envisager que la bourgeoisie, les actionnaires, les entreprises multinationales de tout secteur d'activité, la « finance » puissent abandonner une toute petite parcelle de leurs profits, de leur dividendes, de leur pouvoir, de leur situation sociale ? Il faut donc justifier ce système, quitte à jongler avec la réalité. Les études à partir de modèles économiques sérieux laissent prévoir qu'un réchauffement climatique de 3°C entraînerait une perte du produit intérieur brut (PIB) de 30 % au niveau mondial. C'est déjà énorme, et combien de perte avec 5°C de réchauffement ? Même si l'indicateur PIB est sujet à caution, le réchauffement climatique, les pollutions de toutes natures, les pertes de biodiversité et leurs conséquences que nous constatons tous les jours ne sont plus majoritairement contestés même par les climato-sceptiques. Nous sommes sur une planète aux ressources limitées, un développement matériel illimité, basé sur l'exploitation exponentielle de ces ressources n'est pas possible. Nous n'avons que cette planète pour y vivre et l'émigration vers Mars ou une autre planète promise par Elon Musk est une foutaise. Le capital ne veut sous aucun prétexte renoncer à ses profits et dividendes et cherche le moyen de faire payer les dispositions prises au nom de la transition énergétique et écologique aux classes populaires et moyennes tout en essayant de donner le change.

Répétons-le, la première mesure à prendre du niveau local au niveau mondial est la lutte contre les inégalités sociales et économiques, sans cela il n'y a pas de possibilité d'« une transition juste », comme le revendiquent les syndicats au niveau international, la Confédération syndicale internationale (CSI) comme la Confédération européenne des syndicats (CES).

Les débats, notamment au sein de la CP 29 qui vient de se terminer sans aboutir à ce sujet, sont significatifs des difficultés pour enclencher un processus de « transition » réelle. L'ampleur des financements nécessaires annuels sur un long terme est colossal et « personne ne veut payer ». Qu'on en juge. Bref rappel : en 2009, à la COP de Copenhague, il avait été décidé que les pays développés mobiliseraient 100 milliards de dollars[1] pour aider les pays en développement à réduire leurs rejets de gaz à effet de serre. Ce n'est qu'en 2022 que la somme a été atteinte et encore avec l'aide de pays émergents. La répartition de cette somme s'établit ainsi, États-Unis 14,9 %, Allemagne 14,6 %, Japon 14,5 %, France 11,8 %, autres pays développés 26,7 %, pays non déclarés dont la Chine 17,5 %. Si chaque pays avait contribué en fonction de ses rejets , de sa capacité à payer et de sa population (Objectif initial selon la part équitable), la répartition devrait être USA 45 %, Allemagne 8,2 %, Japon 11 %, France 5,3 %, autres 30,5 %; les 2/3 de ces sommes sont des prêts, ce qui alourdit la dette de ces pays qui réclament une

[1] Soit 92 milliards d'euros.

CDM 1529TC 31 19/02/2025 11:12

répartition plus équitable, 50 % de prêts 50 % de dons. Le fait d'avoir mis onze ans pour atteindre l'objectif et la répartition réelle au regard des engagements sont déjà une indication des difficultés à mettre en œuvre de tels accords.

A la COP 29 de Bakou qui vient de se terminer, les pays en développement (Inde, pays arabes et groupe Afrique), soutenus par les ONG, demandaient que les pays développés mobilisent entre 1000 et 1300 milliards de $ en 2035. La COP s'est conclue sur la proposition de 300 milliards de dollars par an (287 milliards d'euros) et l'adoption des règles du marché mondial du carbone, soit un nouveau marché spéculatif pour les multinationales, très loin des besoins exprimés. L'approche de compensation financière par « les pays riches en faveur des pays pauvres » qui parait moralement juste, car les pays pauvres (en développement) n'ont pas participé à la hausse des rejets de gaz à effet de serre étant très peu industrialisés, est elle pertinente ? Peut-elle politiquement aboutir et réglerait-elle la question des « transitions » « bifurcations » indispensables ou accentuerait-elle les économies extractivistes cause des problèmes que nous connaissons ? Les pays « riches » contributeurs (selon le classement des Cop) sont trente-huit, plus l'Union européenne comme telle, les pays « allocataires » les autres, soit cent tente quatre, certains comme la Chine[1] font partie des pays dits en développement et refusent d'entrer dans les contributeurs, bien que participant à abonder le fonds.

Par ailleurs, au niveau de l'Union européenne, le rapport Draghi (qui reste sur une économie productiviste de compétitivité avec la Chine et les USA et, de fait, ne traite pas les transitions pour la préservation de la vie) remis à la Commission européenne cet automne préconise 800 milliards d'euros d'investissements par an dont la moitié environ pour la transition climatique, afin de ne pas « décrocher » des USA et de la Chine. La majorité des pays de l'UE sont « endettés », leur dette publique doit être réduite à tout prix. La majorité des sommes envisagées aussi bien pour réduire la dette, pour investir en Europe que pour aider les pays en développement sont de l'argent public. C'est à dire tirer des impôts des citoyens pour l'essentiel. La contribution des entreprises multinationales, des financiers, des actionnaires n'est envisagée que subsidiairement, si c'est rentable pour le capital et la spéculation ; l'évasion fiscale et la fraude dans les paradis fiscaux continuent à être leur sport international favori. Ceci explique peut-être les raisons pour lesquelles « l'écologie perd toujours ».

Tout cela n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il s'agit toujours de décisions politiques en fonction d'intérêts particuliers en raison d'un rapport de force. La question est donc de renverser ce rapport de force aujourd'hui en faveur du capital. C'est pour cela qu' éliminer les inégalités, aussi bien au niveau mondial entre pays qu'au sein des pays eux-mêmes, par des politiques appropriées, est la première des conditions pour une mobilisation pour les changements à effectuer tant dans les modes de production et de consommation en prenant en compte les besoins réels démocratiquement définis (pas par la publicité comme actuellement) tout en tenant compte des ressources limitées et renouvelables de la planète.

L'Écologie comme facteur d'émancipation des classes populaires ?

L'écologie est bien une composante de la lutte de classe, elle s'insère dans un processus économique et social plus large. En faire le cœur et l'alfa et l'oméga de la transformation sociale est non seulement une erreur et une faute politique, mais explique l'échec des partis politiques « verts » basés spécifiquement sur les questions environnementales et écologiques avec le dogme antinucléaire civil comme

[1] La Chine est aujourd'hui, compte tenu de son développement actuel, le deuxième pollueur mondial derrière les USA et même le deuxième émetteur d'émissions de gaz à effet de serre en cumulé depuis l850, toujours derrière les USA.



CDM 1529TC 33 19/02/2025 11:12

fondement. Ceci ne veut pas dire que les partis politiques de gauche et organisations de la société civile, syndicats et associations se réclamant de la lutte des classes aient parfaitement intégré cette dimension dans leur réflexion théorique et leur activité. Tous doivent s'extraire de l'écologie spectacle qui domine aujourd'hui dans le débat sur les « transitions ».

Aussi, le débat est encore aujourd'hui dans le flou et les actions concrètes encore trop partielles. Les théories plus ou moins scabreuses, telles « la nouvelle classe écologique » de Bruno Latour et Nikolaj Schultz ou « la théologie qui sauvera le monde » de Gaël Giraud ou l'« hypothèse Galia » que l'on retrouve dans toutes ces théories, proposent leurs solutions toutes dans le cadre du maintien du capitalisme dominant aujourd'hui ; faisons toutefois une mention particulière au pape François avec son encyclique « Laudato si » de 2015, qui dénonce les excès du capitalisme néolibéral cause des crises écologiques et climatiques et les inégalités qui lui sont liées, liant écologie et social, mais rejetant toute lutte de classe, restreignant l'écologique à la préservation du « don de Dieu » . Par ailleurs, les théories essentialistes, telles « l'écoféminisme » ou même les vagues notions d'« écosocialisme » font partie d'un débat et de recherches, qui relèvent trop souvent de la pensée magique plus que de l'analyse du réel permettant de créer le rapport de forces nécessaire aux « changement », « transition », « bifurcation » ; la « société écologique » ou la « dette écologique » chère à notre nouveau Premier ministre Michel Barnier, autant de termes flous cachant un vide conceptuel pour éviter de parler de lutte de classes et des réalités concrètes.

Paris le 28/11/2024





Entretien avec Gauthier, hydromètre à la DREAL

Entretien réalisé en mars 2022 par David Romieux pour le journal « Transitions » du SNPTAS CGT. Mise à jour le 14 janvier 2025

Gautier est Hydromètre pour la DREAL de Centre-Val de Loire depuis 13 ans

Sa formation : Technicien supérieur équipement.

Ses métiers précédents : DIR-Est au service ingénierie routière à Vesoul

DR : *Bonjour Gautier. Pour ce 1er numéro de « Transitions », la feuille d'info des syndiqués du SNPTAS, nous entreprenons une série d'entretiens avec des camarades sur leurs métiers, leurs conditions de travail... Aujourd'hui, nous nous intéressons au métier d'hydromètre.*

Peux-tu nous décrire, brièvement, et simplement, en quoi consistent tes missions ?

G : Un hydromètre, comme son nom l'indique, est un agent qui mesure (« mètre ») l'eau (« hydro »). Donc en fait, nous, on mesure la quantité d'eau. Cela se traduit par le fait que nous mesurons des débits sur le terrain. Dans une station hydrométrique, il y a une échelle

CDM 1529TC 36 19/02/2025 11:12

limnimétrique, il y a un capteur qui mesure la hauteur d'eau, et nous on effectue des correspondances hauteur/débit. Le débit est lié à la hauteur, mais ça peut changer : par exemple, quand il y a pendant l'été des herbes qui poussent dans le cours d'eau, ou à l'automne quand les feuilles tombent, la hauteur monte alors que le débit continue de descendre, d'où l'utilité de nos mesures, les capteurs de hauteur ne suffisent pas.

DR : *Les mesures ne se font que dans les stations hydrométriques répertoriées ?*

G : Oui en ce qui nous concerne, uniquement dans les stations hydrométriques.

DR : *Tu travailles dans toute la région ? Par département ?*

G : Nous fonctionnons par bassins. J'ai un secteur, en ce qui me concerne qui va du nord de la Lozère au nord de l'Ardèche, qui prend une bonne partie de la Haute-Loire, une bonne partie de la Loire. C'est en fait ce qui s'écoule de notre côté.

DR : *Pour ce bassin, vous êtes une seule équipe ? Combien d'agents ?*

G : C'est un peu compliqué... Nous dépendons de la Dreal Centre Val de Loire. Après, il y a une antenne à Clermont-Ferrand, une antenne à Digoin, une antenne à Orléans et une antenne au Puy-en-Velay. Pour l'antenne du Puy, nous sommes quatre hydrométres.

DR : *En tout vous êtes combien d'hydromètres ?*

G : On est 4 au Puy, ils sont 5 à Orléans, 2 à Digoin et 6 à Clermont en théorie, donc une bonne quinzaine pour la Dreal Centre Val de Loire

DR : *Cela fait donc environ 200 hydromètres au niveau national, si on multiplie 15 hydromètres pour 13 Dreal ?*

G : Je ne sais pas. C'est très aléatoire. Du fait des mobilités. Et en fonction des territoires. Nous on a un grand territoire. Et les équipes sont positionnées sur un bassin ou sur une région en fonction des DREAL. Il y a aussi des hydromètres à la compagnie nationale du Rhône et à EDF. Dans le réseau des hydromètres, on se connaît bien, ce sont aussi des agents missionnés pour un service public, avec un statut un peu particulier pour la compagnie nationale du Rhône, qui ne s'occupe, comme son nom l'indique, que du Rhône…

DR : *Et vous fonctionnez comment ?*

G : On fonctionne par binôme

DR : *Comment se déroule une semaine de travail ?*

G : Une semaine de travail classique, c'est le lundi au bureau, du mardi au jeudi sur le terrain, et le vendredi au bureau.

DR : *Au bureau, tu mets au propre les données recueillies ?*

G : Une mesure cela se dépouille, cela se rentre dans une base de données. Il y a les courbes de tarage[1] à faire. On traite aussi les hauteurs des appareils. Il y a tout un ensemble de traitement à réaliser.

DR : *Comment se planifient les interventions ?*

G : Nous avons des tournées régulières. On passe au minimum, une fois tous les deux mois par station. Mais c'est vraiment un minimum, car selon le besoin, nous avons des passages qu'on appelle en opportunités : s'il y a des étiages[2] ou des crues, s'il y a des sujets spécifiques à traiter sur des stations particulières, on y passe plus souvent. En période de crues on fait des interventions d'astreinte. S'il y a des crues à 4 heures du matin on viens mesurer à 4 h du matin

DR : *Est-ce que votre travail se fait en lien avec des prévisionnistes, les services météo ? Les services risques ?*

G : Nous sommes rattachés au SHPECI (Service Hydrométrie de Prévision des Etiages, des Crues et des Inondations). Ce service dépend de la

[1] tarage d'une station hydrométrique. Pour établir le tarage d'une station hydrométrique, l'ingénieur ou le technicien cherche à établir la relation qui existe entre les hauteurs relevées sur une échelle limnimétrique, ou enregistrées par un limnigraphe, et les débits qui leur correspondent.
[2] L'étiage est, en hydrologie, le débit minimal d'un cours d'eau. Il correspond statistiquement, sur plusieurs années, à la période de l'année où le niveau d'un cours d'eau atteint son point le plus bas. Cette valeur est annuelle.

CDM 1529TC 37 19/02/2025 11:12

DREAL, nous avons la particularité d'être dans un service dédié, contrairement à d'autres Dreal où les hydromètres sont souvent dans un service risques, ou dans un service risques naturels. Nous sommes en lien avec les risques sans véritablement être en lien avec eux. En période de crues, on nous envoie mesurer là où il faut mesurer, on essaie de mesurer le pic de crue pour connaître le débit réel qui passe. Il y a des stations où le lit bouge beaucoup. Par exemple, la station de Goudet, qui est très importante pour le bassin du Puy. En 2017, il y a eu un gros orage. Ce n'est pas la Loire qui a amené l'eau, ce sont des affluents qui ont barré le passage de Loire et ont déposé des centaines de m³ de matériaux dans le lit de la Loire. Par conséquent la courbe de tarage est totalement modifiée : la ligne d'eau à énormément monté.

Les journalistes, quelques fois, se réfèrent aux crues historiques, et disent « La station de goudet a dépassé la hauteur des crues de 2003 et 2008 » sauf qu'aujourd'hui quand tu regardes plus dans le détail, c'est la moitié du débit qui passe à cause du verrou de matériaux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui car la crue du 17 octobre 2024 a fait sauter le verrou. C'est pour cela qu'il est important de faire des mesures en temps réel, d'avoir quelqu'un qui vient mesurer sur site. Notamment, dans le cas des grosses crues, avec des modifications majeures des lits des rivières.

DR : *Je comprends dans tes propos que c'est un métier dont les missions peuvent être considérées comme régaliennes, d'où l'importance du fait qu'elles soient remplies par des fonctionnaires d'État. Vous réalisez des constats importants : contrôle et inspection.*

G : Ce n'est pas vraiment régalien, dans le sens des métiers d'inspecteurs. Mais ce sont des missions de service public qui doivent pouvoir être exercées à n'importe quel moment, au milieu de la nuit par exemple. (car il y a des enjeux sécuritaires majeurs). Après quand on voit le comportement au moment des inondations de Valence du gouvernement régionale de Valence en Espagne de droite/extrême droite (climato-sceptique) qui nie la catastrophe annoncée par la météo nationale jusqu'à ce qu'elle soit arrivée (https://reporterre.net/Inondations-en-Espagne-les-lourdes-erreurs-de-la-droite-au-pouvoir) cela fait peur sachant que l'extrême droite est à la porte de pouvoir. Et même sans cela la volonté lancinante de vouloir décentraliser.

DR : *Il est important d'être certain que vos mesures sont exactes, qu'elles ne soient pas trafiquées. C'est une intervention humaine qui s'improvise sur le terrain, avec des procédures à respecter. Tout un contexte de métier qui justifie l'intervention d'un fonctionnaire d'Etat.*

G : Cela c'est certain. Les mesures de crues tu les fais comme tu peux. C'est toujours le souci. On est quand même dans des conditions climatiques dégradées et potentiellement dangereuses, quand tu contrôles à 4 h du matin, qu'il y a des éclairs et de la pluie qui passe à l'horizontale, tu as beau avoir une procédure sur le papier, cela ne se passe pas comme sur le papier. Le plus important c'est qu'il y ait des agents qui connaissent bien le terrain. C'est une mission de service public aussi car la stabilité des structures est importante : l'Etat est garant d'une continuité d'action.

DR : *Les expériences en crues sont importantes, en plus il y en pas tous les ans.*

G : Tu ne peux pas capitaliser l'expérience si le personnel se renouvelle très régulièrement (ce qui est souvent le cas dans le privé). Sans omettre les discontinuités de fonctionnement : en effet, une société privée s'occupant d'hydrométrie sur une zone pourrait être remplacée dans des périodes courtes. Moi quand je suis arrivé, il y a dix ans, j'avais un collègue, qui est parti à la retraite, il y a deux ans, il est arrivé en 1986, il avait certaines connaissances qu'il a pu transmettre. L'utilisation des matériels et des outils, en condition normale, pour quelqu'un qui est dégourdi, en 6 mois, il sait le faire. En conclusion le jaugeage en crue est un métier qui s'apprend par l'expérience et la transmission. Il faut également parler des étiages, parce que dans les faits, je ne travaille pas beaucoup sur les crues, la majorité de mon travail concerne l'étiage . Les crues c'est ce qu'on met en avant, d'ailleurs on est financé sur le BOP 181, le BOP des risques, alors que la plupart de notre travail c'est la sécheresse et l'étiage (nom commun pour les basses eaux). C'est toujours un peu paradoxal, on est issu d'une

CDM 1529TC 38 19/02/2025 11:12

ligne (budgétaire) risque tout en travaillant principalement pour la sécheresse et l'étiage.

DR : *Parle-moi alors de la sécheresse et de l'étiage, donc ?*

G : C'est ce qu'on fait le plus souvent. La période de basses eaux débute souvent en juillet et s'étale souvent jusqu'à novembre. Cela peut être plus long, si la sécheresse commence au printemps. Après, chez nous on a un régime de pluviométrie un peu particulier. Une fin d'hiver et un début de printemps secs puis on a un maximum de pluviométrie au mois de mai (sauf en 2022), ce qui nous donne un répit au mois de juin, et après ça redescend, ça peut durer jusqu'aux épisodes cévenols[1], très très longtemps à l'automne.

Les arrêtés sécheresses sont pris à partir de nos mesures, donc de fait, sur les valeurs de nos stations. Par exemple, la Haute-Loire est découpée en 14 zones, et sur chacune de ces zones, il y a des stations de références (souvent 3) sur lesquelles les DDT et les préfectures ont défini des seuils ; seuil de vigilance, seuil d'alerte, d'alerte renforcée et de crise. La DDT fait son expertise, en fonction du franchissement des seuils sur les stations pour prendre son arrêté sécheresse sur la zone concernée. C'est grâce à nos débits qu'on publie sur nos stations, qu'elle prend ses arrêtés.

DR : *Les arrêtés définissent des limitations d'utilisation de l'eau ?*

G : Oui, ils concernent les usages de l'eau. Nous, au niveau réglementaire, on ne fait rien du tout. Nous sommes seulement producteurs de données. Même si on dépend du service de prévision des crues, nous, ce qui nous intéresse, c'est de mesurer ce qui passe. Nous produisons de la donnée, et derrière les gens l'exploitent. On bancarise nos données sur la Phvc qui sont accessibles via l'hydroportail, et nos chefs, à Orléans, répondent aux sollicitations. Une fois nos données enregistrées, notre travail s'arrête là : nous ne savons pas ce qui se passe ensuite. Nous ne sommes que producteurs de données.

DR : *Vous avez subi des réductions d'effectifs ? Vous avez une constante dans la production de données ?*

G : Nous avons plus de travail. Moi clairement, depuis que je suis arrivé, j'ai plus de travail. Avec l'évolution du climat les périodes d'étiages se rallongent et les événements exceptionnels sont de plus en plus brutaux et conséquents. Les procédures se complexifient surtout concernant l'Etiage à cause de la pression des utilisateurs d'eau (il faut « blinder la donnée »). Et bien sûr en effectifs, il y a des effectifs qui ont disparu, c'est sûr. Ce sont sur les missions support qu'on a perdu le plus d'agents (données et concentration) qui étaient bien utiles pour nous

DR : *La charge de travail a-t-elle augmenté au fur et à mesure des années ?*

G : Le ratio de mesures par agents est plus important qu'avant. De plus nous devons faire des mesures plus précises. On commence à se sentir sous dimensionnés pour nos missions.

DR : *Manque de moyens humains et matériels ?*

G : Je ne dirai pas manque de moyens matériels. Depuis mon arrivée il y a dix ans, le matériel a été triplé et modernisé. Ce qui est bien, on peut mieux travailler et plus précisément. Mais quand on triple le matériel, qui est aussi à entretenir, tu triples le temps d'entretien, de préparation. Il y a aussi de nouveaux logiciels, avec plus de mises à jours. En gros, on nous demande de gérer plus de stations, avec plus de matériels, et avec des mesures de terrain plus complexes et plus précises.

DR : *Donc, le problème, ce sont les ETP ?*

G : Oui, il nous faudrait plus d'agents. De plus le management a évolué, et a une incidence sur notre temps de travail, il y a un temps dédié aux relations hiérarchiques et aux rapports internes qui est plus important qu'avant. Ensuite comme évoqué précedement l'évolution du tout numérique aux dépens de l'humain est un vrai danger pour détecter les évenements inhabituels (d'ailleurs on voit déjà les effets au niveau de météo-france) car les modèles sont

[1] phénomène caractérisé par de fortes pluies continues tombant en automne sur le massif des Cévennes, et pouvant entraîner d'importantes inondations

CDM 1529TC 39 19/02/2025 11:12

souvent re-calés avec des évenements anciens. Pour moi il faudra toujours des prévisionnistes qui grace à leurs expériences et leurs connaissances arriveront à flairer qu'il se passe quelque chose d'exceptionnel non prévu par les modèles : c'est cela qui sauvera des vies humaines.

DR : *Quel est l'incidence du réchauffement climatique sur vos métiers ?*

G : Effectivement comme évoqué précédemment ça augmente significativement la charge de travail. Coté crue on devrait se préparer à des évènements d'une ampleur non connue avec un nombre important de station qui seront arrachées par la crue, une impossibilité de circuler pour aller faire des mesures et des moyens de communication coupés. Lors de la crue de 17 octobre 2024 on a constaté que plusieurs pont important était à la limite de se faire emporter. D'ailleurs le plan d'adaptation au réchauffement climatique annoncé par le précédent premier ministre ne semble pas être à la mesure de l'enjeu.

DR : *Peux-tu expliquer précisément pourquoi le travail est plus important, plus complexe, en période d'étiage ?*

G : Quand c'est bas il y a plus de mesures à faire et la mesure est plus compliquée à réaliser. C'est plus facile de mesurer dans un endroit avec 1,5 m de profondeur et 50 cm/s de vitesse, où ça coule bien, que lorsque l'eau se faufile entre les cailloux

DR : *Le niveau exprimé par la station n'exprime-t-il pas le risque d'étiage ou de crue ?*

G : En fait, le niveau ne veut rien dire, de manière globale. Tu peux avoir un niveau de 30 cm et une mesure d'1 m³/s de débit. Et tu peux revenir un mois après, avoir un niveau de 40 cm, et toujours 1 m³/s de débit, la différence de niveau étant par exemple du fait d'un barrage réalisé en aval par des enfants. D'où l'intérêt, une fois de plus, d'une mesure par un agent et non uniquement par un capteur...qui ne pourrait pas comprendre les contextes multiples comme celui cité, un barrage par des enfants.

DR : *Qu'est-ce qu'une station hydrométrique, quel équipement ?*

G : C'est une zone avec une échelle limnimétrique, qui indique la hauteur de l'eau, comme celle que l'on voit médiatisée sur le pont du zouave à paris, et avec un capteur, transmis directement sur un serveur et publiée sur Hydroportail et vigicrues, qui publient continuellement et instantanément les hauteurs d'eau.

DR : *Il pourrait y avoir des stations qui mesurent le débit ?*

G : Oui, cela existe, mais leur entretien est complexe et coûteux, les appareils sont facilement détériorés lors de crues, par impact de roches La présence humaine, le regard direct porté par l'hydromètre est irremplaçable.

DR : *Avez-vous un rôle dans le contrôle de la qualité de l'eau, des pollutions, dans les constats ou préventions des artificialisations etc... ?*

G : Clairement, la pollution, nous on fait pas. On peut croiser les agents du conseil départemental, et de l'OFB sur ces sujets. Mais simplement par pur hasard, nous on ne travaille pas avec eux. Nous ne faisons que de la quantité.

DR : *Et faites-vous des prévisions, des recommandations ?*

G : Pas vraiment, enfin pas nous directement, mais une partie de notre service, à partir de nos données. Par exemple, lors d'une crue on mesure 300 m3/s sur une rivière et 400 m³/sur une autre. Nous savons qu'à leur confluence, il y aura 700 m³/s (si c'est synchronisé). L'addition, cela fonctionne pour le débit, cela ne fonctionne pas pour la hauteur. C'est pour cela que l'on travaille sur les quantités et pas sur les hauteurs. Un niveau de 4 m pour chacune des rivières, n'aboutira pas à un niveau de 8 m à la confluence. Donc dans notre calcul, par des modèles et des coe fficients de propagation, le service va déterminer qu'avec la prochaine crue il y aura donc 700 m³/s à la confluence des deux rivières, et par correspondance, car il y a toujours un rapport débit/hauteur, ils détermineront le niveau d'eau, et pourront donc prévoir les risques

d'inondation. Des Atlas sont ainsi réalisés avec les zones inondables et les risques en fonction des hauteurs de crues, (décennale, trentenale, centennale) . Cela c'est le I (comme inondation) de SPHECI qui s'occupe de cela, en lien avec les DDT, mais nous on est très loin de ça.

DR : *Vos données sont donc fondamentales*

G : Elles servent à beaucoup de domaines, pour les prélèvements, pour l'hydroélectricité, dans le cadre des centrales, l'entrant des barrages, mais aussi dans le cadre des droits d'eau, pour des micro-centrales installées sur des moulins.

DR : *Quelles sont les évolutions de carrière chez les hydromètres ? Et votre situation par rapport aux équipes des Dreal ? Etes-vous à part, existe-t-il une sorte de confrérie des hydromètres ?*

G : On a toujours été à part, un peu lointain au sein des DREAL. Mais ce qui a changé, c'est qu'avant quand tu devenais hydromètre tu le restais très longtemps. C'est pas un poste où tu évolues beaucoup. A part devenir chef d'unité ou chef d'antenne. Par contre les gens qui étaient hydromètres restaient dans le métier très longtemps, voir même jusqu'à la retraite. Mais c'est en train de changer. Il y a beaucoup plus de turnover qu'avant.

DR : *Quelles sont vos conditions de travail ? Percevez-vous des primes particulières ?*

G : Nous n'avons pas de primes particulières. Mais nous percevons des indemnités d'astreinte. On est en astreinte deux fois par mois, mais heureusement des forts événements de crues ça n'arrive pas tout les jours mais ont peut-être surpris (orage violent et localisé) Concernant les conditions de travail, nos journées , particulièrement lors des astreintes crues, peuvent être très longues, du fait d'événements particuliers. Il peut aussi y avoir des interventions qui se suivent avec peu d'heures de repos entre les deux. En gros, en période de crues, on ne compte pas son temps de travail. Les astreintes c'est contraignant, il faut être disponible, elles se traduisent parfois par des missions sous la flotte à 4 h du matin, mais c'est tout de même compensé.

DR : *Des critiques sur l'organisation de travail ?*

G : Des fois, je suis un peu désabusé, nous avons une multitude de chefs et de chefs adjoints à tous les niveaux, mais quand tu demandes à pouvoir



utiliser 15 % de ton temps pour une expertise métier, une compréhension de nouvelles technologies, cela t'es refusé, on te répond qu'il n'y a pas de temps pour ça.

DR : *Et de plus, dans votre temps de travail, il y a cette évolution constante des technologies auxquelles il faut s'habituer, du temps d'adaptation à rajouter à ses missions.*

G : Je considère tout de même ces évolutions, vraiment comme quelque chose de positif, d'intéressant dans nos métiers. Nous travaillons mieux avec nos nouveaux outils. Mais oui, cela demande du temps d'apprentissage et d'adaptation.

DR : *Est-ce qu'il existe des risques de décentralisation, de privatisation de vos métiers ?*

G : Le risque, qui peut exister, et qui a déjà été évoqué en interne, c'est de donner la gestion des petites stations aux collectivités, l'Etat ne s'occupant plus que des stations principales. Ce serait un découpage de nos missions. Il est à rappeler que l'unification des hydromètres est assez récente, elle date de 2006, avant il y avait des hydromètres dans des ministères différents, en agriculture, à l'équipement/écologie. Il y a eu le constat que ces missions nécessitaient d'être unifiées, pour une meilleure gestion de la production des données. Donc ce serait réellement une erreur de redécouper ces missions. Quant à la privatisation, elle serait difficile à gérer comme on l'a évoqué précédemment il faut de la stabilité et de la constance dans le temps. C'est un service public, qui nécessite une mémoire du métier et de la géographie du terrain, une gestion du risque et des agents fiables et immédiatement disponibles en cas de risques, ce que nous sommes du fait de notre statut de fonctionnaire et de nos astreintes régulières.

DR : *Merci Gautier pour cet échange très instructif.*





La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec des contrats sur mesure.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

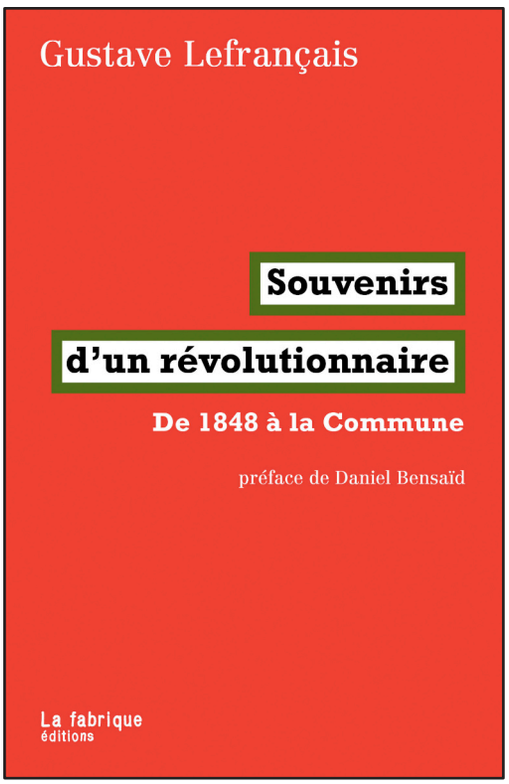
→ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**

MACIF

La Macif, c'est vous.

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



Jeune instituteur sur les barricades en juin 1848, premier président élu de la Commune de Paris en mars 1871, la trajectoire révolutionnaire de Lefrançais est fulgurante. Dans ces Souvenirs, on le suit de prisons en exils, de meetings en batailles sanglantes, on participe à ses enthousiasmes, à ses détestations. Souvent drôle, toujours modeste, toujours clairvoyant, Lefrançais est un étonnant mémorialiste. Communiste, il n'a que mépris pour les socialistes à la Louis Blanc. Libertaire, il fait partie de la minorité de la Commune, opposée aux tendances autoritaires d'une majorité jacobine-blanquiste. Élu député du IVe arrondissement, il manque démissionner (« Je ne reconnaîtrai jamais aucune validité au suffrage universel, tant qu'il se manifestera au moyen d'un scrutin secret »).

Lefrançais est notre ami, notre contemporain. Comme l'écrit Daniel Bensaïd dans sa présentation, « On est à mille lieux de la République prêtre, de la République pionne, de la République d'ordre, disciplinaire et inégalitaire ; à mille lieux d'une gauche servile aux possédants, de ses reniements et de ses renégations ; de ses révérences et de ses génuflexions. Avec Lefrançais, on est en bonne compagnie. »

506 pages ISBN : 978-2-35872-052-6

Gustave Lefrançais, figure emblématique du mouvement ouvrier français du XIXe siècle, offre dans "Souvenirs d'un révolutionnaire" un témoignage poignant des luttes sociales et politiques de son époque. Ce texte, d'une grande richesse historique, est une source précieuse pour les militants syndicalistes.

Lefrançais, instituteur de formation, s'engage très tôt dans les mouvements révolutionnaires et devient un acteur central de la Commune de Paris de 1871. Son livre permet de plonger au cœur de cet événement crucial, vu à travers les yeux d'un militant profondément attaché à la cause ouvrière. Son récit est imprégné d'un esprit de justice sociale et d'une détermination à lutter contre l'oppression capitaliste.

Du point de vue syndicaliste, "Souvenirs d'un révolutionnaire" souligne l'importance de l'organisation collective des travailleurs. Lefrançais défend l'idée que seule une action structurée et solidaire peut mener à l'émancipation de la classe ouvrière. Ses expériences montrent les défis et les succès des premiers syndicats, offrant des leçons précieuses sur la nécessité de rester unis face à l'adversité et à la répression.

Pour un lecteur engagé, le texte de Lefrançais résonne aussi par sa critique acerbe des inégalités économiques et de la société bourgeoise. Il imagine un monde où les ressources et le pouvoir sont partagés équitablement, alignant ses idées avec les principes marxistes de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne. Son récit démontre comment les idées communistes trouvaient déjà un écho puissamment mobilisateur, même à cette époque.

En somme, "Souvenirs d'un révolutionnaire" n'est pas qu'un simple récit du passé. C'est un appel intemporel à la résistance, à l'organisation et à l'espoir. Le livre de Lefrançais mérite une place de choix dans toute bibliothèque militante, tant il stimule la réflexion sur les stratégies actuelles de lutte et de solidarité, indispensables pour poursuivre le combat pour la justice sociale et l'égalité.

CDM 1529TC 44 19/02/2025 11:12

CDM 1529

Fédération
Nationale
Équipement
Environnement

la cgt